

DOSSIER DE PRESSE

LE NOUVEAU PROGRAMME IMMOBILIER PENITENTIAIRE

JEUDI 5 MAI 2011

Pour toute information, contacter :
Bruno Badré, porte-parole du ministère, 01 44 77 75 56
Olivier Pedro-Jose, porte-parole adjoint, 01 44 77 70 02

SOMMAIRE

PRESENTATION	3
LE NOUVEAU PROGRAMME IMMOBILIER PENITENTIAIRE	4
Un futur parc pénitentiaire de plus de 70 000 places	4
Les implantations pénitentiaires en France (mai 2011)	5
Liste des établissements concernés par la réforme	6
Les nouveaux établissements	8
Les établissements maintenus	9
ANNEXES : FICHES DES ETABLISSEMENTS OUVERTS	10

PRESENTATION

UN PARC PENITENTIAIRE A ADAPTER AUX EXIGENCES DE LA LOI

Le nouveau programme immobilier pénitentiaire traduit la volonté du Gouvernement et du ministère de la Justice et des Libertés d'augmenter le nombre de places de prison et de mettre en conformité les établissements pénitentiaires avec les critères posés par la loi pénitentiaire du 24 novembre 2009.

« Je suis persuadé que le temps de l'incarcération doit être un temps utile, qui permette aussi aux détenus de préparer l'avenir. Nous ne pouvons y parvenir que si nous mettons en place les infrastructures adaptées. » Michel Mercier

Ce programme prévoit :

- **la création de nouvelles places de prison**, qui viendront remplacer celles des établissements les plus vétustes qui seront fermées,
- **la rénovation des établissements** non-conformes aux critères posés par la loi pénitentiaire.

En juin 2009, le ministère a dressé une première liste d'établissements en se fondant sur trois critères :

1) la vétusté

Le degré de vétusté s'apprécie au regard de trois séries de facteurs :

- l'aspect très dégradé du bâtiment (mur d'enceinte, toiture),
- l'absence de mise aux normes (cuisine, circuit électrique),
- la configuration des locaux (présence de dortoir, réserve foncière, insuffisante pour envisager une extension).

Le coût de rénovation d'un établissement vétuste peut excéder celui d'une construction (160 à 180 000 euros pour la rénovation d'une place contre 110 à 120 000 euros pour la construction).

2) l'impossibilité d'appliquer les dispositions de la loi pénitentiaire ayant des incidences immobilières :

- le maintien des liens familiaux (article 36) qui prévoit au moins un parloir par trimestre dans une unité de vie familiale ou un parloir familial ;
- le développement des activités (article 27) qui permet à chaque condamné de participer à au moins une des activités proposées par l'administration si elle vise à sa réinsertion, et par conséquent des lieux adaptés à ces activités ;
- l'encellulement individuel pour les prévenus (article 87) et les condamnés (article 90).

3) la date de construction

Il était envisagé de fermer tous les établissements construits avant 1900.

En 2010, après révision de certains critères et pour éviter de construire des établissements de taille trop importante, **une cinquantaine d'établissements était susceptible d'être concernés.**

LE NOUVEAU PROGRAMME IMMOBILIER PENITENTIAIRE

Dès son arrivée au ministère de la Justice et des Libertés, Michel Mercier a choisi d'évoquer l'ensemble de ces questions avec les organisations syndicales et les élus concernés et de visiter plusieurs sites avant d'arrêter un nouveau programme immobilier pénitentiaire.

UN FUTUR PARC PENITENTIAIRE DE PLUS DE 70 000 PLACES

- Après avoir analysé la situation des établissements au cas par cas, le Garde des Sceaux a décidé :
 - **la construction de 25 établissements et 7 extensions de capacité ;**
 - **le maintien et la rénovation de 15 établissements supplémentaires par rapport aux annonces de juillet 2010, soit 2 042 places ;**
 - **la fermeture de 36 établissements.**

La réalisation de ce programme permettra de créer 7 577 nouvelles places de prison supplémentaires (13 365 créations et 1 039 créées par une extension de capacité moins 6 827 suppressions) auxquelles il conviendra d'ajouter les extensions de capacité prévues.

L'achèvement du programme immobilier pénitentiaire engagé en 2002 (13 200 places) et la réforme annoncée permettront de disposer en 2018 de **plus de 70 000 places de prison**, contre 56 500 aujourd'hui.

A noter : au 1^{er} avril, 64 148 personnes étaient incarcérées.

- Les créations de postes suivront nécessairement les ouvertures des établissements et seront adaptées aux caractéristiques techniques de chaque établissement.

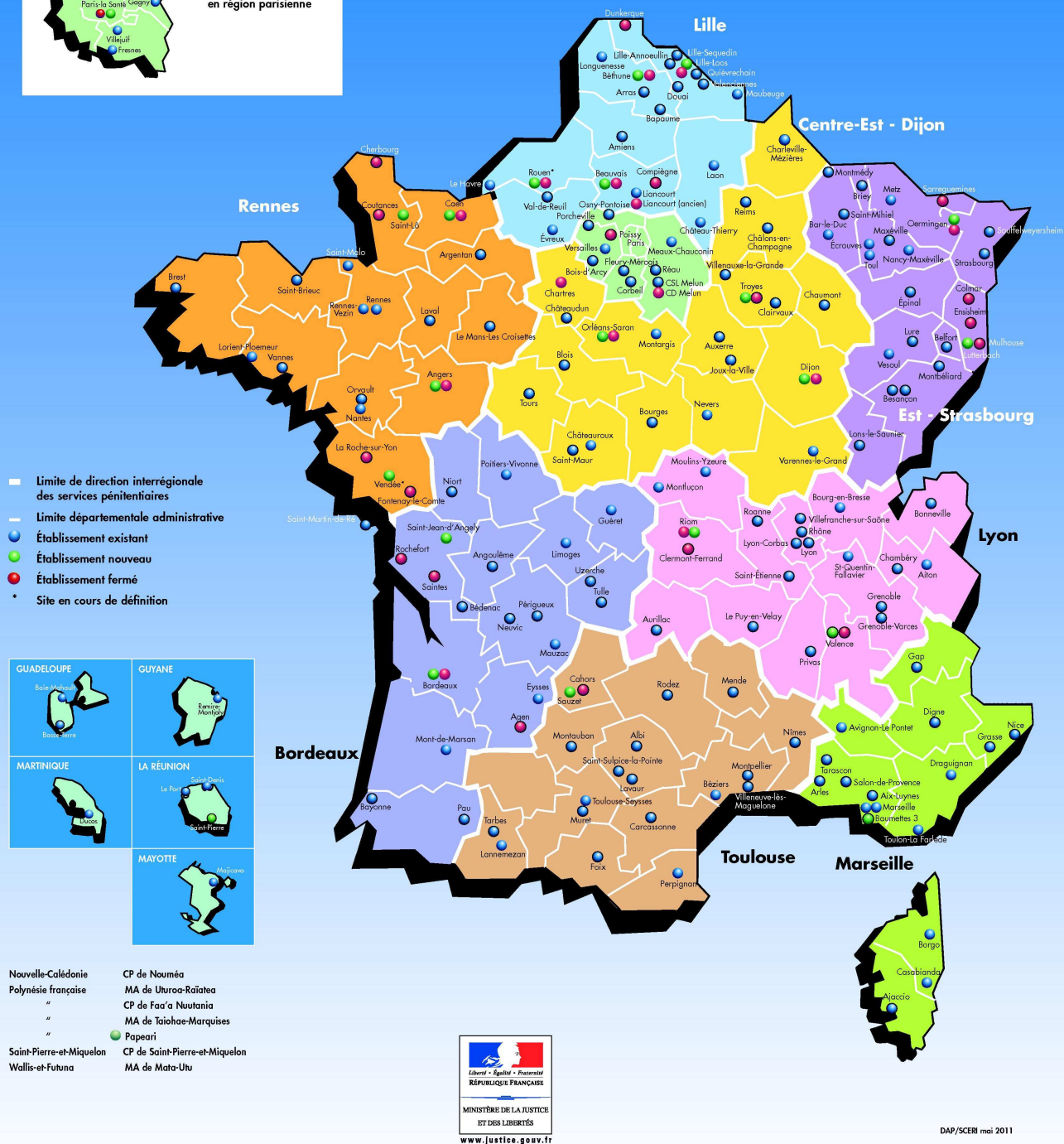
Dans la plupart des cas, **la fermeture d'un établissement justifiera la construction d'un nouvel établissement** dans le même département ou dans les départements voisins, ce qui facilitera la réaffectation des agents concernés et les visites des familles aux détenus.

Un **accompagnement social** sera mis en place dans les tous prochains mois pour les agents concernés par les fermetures d'établissements. Un poste dans la structure la plus proche de leur établissement d'origine et une prime de mobilité leur seront proposés.

- La réalisation des nouveaux établissements se fera sous forme de partenariat public-privé. Le coût de la construction est estimé à **5 844 millions d'euros**.

L'ensemble des établissements maintenus sera rénové et mis aux normes de la loi pénitentiaire. Des expertises site par site sont en cours et donneront lieu à **un programme pluriannuel**.

LES IMPLANTATIONS PÉNITENTIAIRES EN FRANCE



LISTE DES ETABLISSEMENTS CONCERNES PAR LA REFORME

DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES	PROJETS DE FERMETURES ET NOMBRE DE PLACES	ETABLISSEMENTS MAINTENUS PAR RAPPORT AUX ANNONCES DE JUILLET 2010	OUVERTURE ET NOMBRE DE PLACES
Bordeaux	Rochefort – 51 Saintes – 81 Bordeaux-Gradignan – 407 Agen – 146	Limoges - 85 Guéret - 37 Niort - 66 Pau - 256 Saint-Martin-de-Ré - 460	Bordeaux - 589 Saint-Jean d'Angély - 336
Dijon	Orléans – 105 Troyes – 113 Dijon – 188 Chartres – 112	Châlons-en-Champagne - 301 Nevers - 113	Orléans - 770 Troyes - 514 Dijon - 476
Lille	Compiègne – 82 Beauvais – 117 Liancourt – 162 Loos (MA et CD) – 536 Rouen – 651 Béthune – 180 Dunkerque – 108		Beauvais - 594 Lille-Loos - 762 Rouen - 612 Béthune - 672
Lyon	Riom (MA) – 122 Riom (CD) – 168 Clermont-Ferrand – 86 Valence – 137	Privas - 64 Aurillac - 73 Montluçon - 21	Riom - 554 Valence - 456
Marseille		Digne-les-Bains - 38	Baumettes (2 ^{ème} établissement) - 640
Paris	Melun – 310 Poissy – 230 Paris-la-santé -483		Paris-la-Santé - 900 3 établissements en Ile- de-France – 732/630/339
Rennes	Fontenay-le-Comte– 39 Caen (MA) – 316 Caen (CP) – 429 Coutances – 48 Cherbourg – 46 Angers – 245 La Roche-sur-Yon – 40	Vannes - 88 Saint-Malo - 94	Caen - 569 Manche - 366 Angers - 504 Centre pénitentiaire de Vendée - 336
Strasbourg	Sarreguemines – 71 Oermingen – 265 Ensisheim – 205 Colmar – 120 Mulhouse – 302	Lure - 75	Oermingen - 336 Lutterbach - 732
Toulouse	Cahors – 53		Sauzet - 336

Lexique

MA : Maison d'arrêt

CD : Centre de détention

CP : Centre pénitentiaire

SL : Semi-liberté

A noter : Un projet d'extension est prévu au centre de détention avec la création d'un quartier maison d'arrêt à Eysses.

EN OUTRE-MER

Des opérations immobilières sont déjà envisagées se traduisant par six extensions-rénovations et deux constructions nouvelles :

En Guadeloupe

- l'extension de la capacité de l'établissement de Baie-Mahault (de 500 à 700 places) pour une livraison prévue en 2015
- la démolition-reconstruction sur place de l'établissement de Basse-Terre (permettant de passer de 130 à 180 places) pour une livraison prévue en 2015

En Martinique

- l'extension de l'établissement de Ducos (de 570 à 730 places) pour une livraison fin 1^{er} trimestre 2014

En Guyane

- l'extension de l'établissement de Rémire-Montjoly (de 538 à 735 places) pour une première tranche livrée en 2012 et la seconde tranche livrée en 2015

En Mayotte

- la réhabilitation et l'extension de l'établissement de Majicavo (de 105 à 267 places) pour une livraison début 2014

La Réunion

- la construction d'un établissement pour remplacer Saint-Pierre (200 places) pour une livraison en 2017

Polynésie

- la construction d'un établissement neuf à Papeari (410 places) pour une livraison prévue en 2016

Nouvelle-Calédonie

- la réhabilitation et l'extension du centre pénitentiaire de Nouméa (portant la capacité à près de 500 places avec livraison de la 1^{ère} tranche en 2016).

LES NOUVEAUX ETABLISSEMENTS

Cette liste des projets de construction présente une estimation des places et des dates de livraison, éléments qui pourront être ajustés dans les mois à venir.

Direction interrégionale de Bordeaux

Etablissement	Capacité	Date de livraison estimée
Bordeaux	589 places	2015
St-Jean d'Angely	336 places	2016
Quartier maison d'arrêt d'Eysses	160 places (504 au total)	2017

Direction interrégionale Centre-Est Dijon

Etablissement	Capacité	Date de livraison estimée
Orléans-Saran	770 places	2013
Troyes	514 places	2016
Dijon	476 places	2016

Direction interrégionale de Lille

Etablissement	Capacité	Date de livraison estimée
Beauvais	594 places	2015
Lille-Loos	762 places	2016
Rouen	612 places	2015
Béthune	672 places	2016

Direction interrégionale de Lyon

Etablissement	Capacité	Date de livraison estimée
Riom	554 places	2015
Valence	456 places	2015

Direction interrégionale de Marseille

Etablissement	Capacité	Date de livraison estimée
Baumettes (2 ^{ème} établissement)	640 places	2019

Direction interrégionale de Paris

Etablissement	Capacité	Date de livraison estimée
Paris la Santé	900 places	2018
Région parisienne 1	732 places	2016
Région parisienne 2	630 places	2016
Région parisienne 3	339 places	2017

Direction interrégionale de Rennes

Etablissement	Capacité	Date de livraison estimée
Caen	569 places	2017
Saint-Lô	366 places	2017
Angers	504 places	2017
Vendée	336 places	2017

Direction interrégionale Est-Strasbourg

Etablissement	Capacité	Date de livraison estimée
Lutterbach	732 places	2015
Oermingen	336 places	2017

Direction interrégionale de Toulouse

Etablissement	Capacité	Date de livraison estimée
Sauzet	336 places	2017

Mission outre-mer

Etablissement	Capacité	Date de livraison estimée
St Pierre de la Réunion	200 places	2018
Papeari	410 places	2016

LES ETABLISSEMENTS MAINTENUS

Après expertises, les rénovations des établissements maintenus concerneront principalement :

- **le cloisonnement des cellules collectives pour les transformer en cellules simples,**
- **le développement des locaux d'activités et de sport,**
- **la construction d'unités de vie familiale et de parloirs familiaux,**
- **la remise à niveau bâtementaire** permettant la réfection complète des charpentes et des toitures ainsi que de la distribution d'eau chaude et d'eau froide,
- **la restructuration de l'unité de consultations et de soins ambulatoires,**
- **l'installation d'interphonie dans les cellules** pour permettre aux personnes détenues de pouvoir contacter, à tout moment, les personnels,
- **la création de quartiers arrivants,**
- **la sécurisation de la détention.**

ANNEXES :

FICHE DES ETABLISSEMENTS OUVERTS

DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES	ETABLISSEMENTS
Bordeaux (33)	• Bordeaux • Saint-Jean d'Angély
Dijon (21)	• Orléans • Troyes • Dijon
Lille (59)	• Beauvais • Lille-Loos • Rouen • Béthune
Lyon (69)	• Riom • Valence
Marseille (13)	• Baumettes (2^{ème} établissement)
Paris (75)	• Paris-la-Santé • 3 établissements en Ile-de-France
Rennes (35)	• Caen • Saint-Lô • Angers • Centre pénitentiaire de Vendée
Strasbourg (67)	• Oermingen • Lutterbach
Toulouse (31)	• Sauzet
Outre-mer	• St-Pierre de la Réunion • Papeari (Polynésie)

Lexique

APIJ : Agence publique pour l'immobilier de la Justice

ETABLISSEMENT DE BORDEAUX (33)

Nature de l'opération

Reconstruction sur site actuel

Etat des lieux des recherches foncières

L'hypothèse envisagée consiste en la reconstruction d'une structure en lieu et place du centre pénitentiaire existant après démolition de la majorité des bâtiments actuels. Toutefois, un bâtiment d'hébergement sera conservé afin de maintenir sur site une capacité d'accueil pendant les travaux de construction ; puis il sera démoli à l'échéance de la livraison de la nouvelle construction.

Les études de pré-faisabilité sont achevées. Une réunion de présentation du projet au préfet et à la commune s'est tenue le 15 avril.

Le plan local d'urbanisme devra être modifié pour des motifs de taille des nouveaux bâtiments.

L'hypothèse privilégiée est une mise en compatibilité via une déclaration de projet dès cette année, afin que l'enquête publique soit achevée en janvier 2012.

Nombre de places

589 places

Echéance de livraison

2015

ETABLISSEMENT DE SAINT-JEAN D'ANGELY (17)

Nature de l'opération

Nouvelle construction

Etat des lieux des recherches foncières

Dans le cadre des recherches foncières en Charente Maritime, 5 communes ont proposé les sites suivants : Dompierre sur Mer (situé à environ 15 mn de La Rochelle), la communauté de communes du canton de Courçon (située à 25 km de La Rochelle), Tonnay Boutonne, Saint-Jean d'Angély (site du camp de Fontenet) et Saintes.

Ces sites ont fait l'objet d'études par l'APIJ.

A été identifié plus précisément, le site du camp de Fontenet, propriété du conseil général de la Charente Maritime, qui est implanté sur un ancien aérodrome des forces françaises puis de l'OTAN actuellement désaffecté et sans covoisinage direct.

Il s'agit d'un terrain plat de 100 hectares. Il est en partie viabilisé en eau et électricité.

Nombre de places

336 places

Echéance de livraison

2016

ETABLISSEMENT D'ORLEANS (45)

Nature de l'opération

Nouvelle construction

Etat des lieux des recherches foncières

Le terrain est situé sur la commune de Saran (site des « Montaubans »), à 15 minutes au nord d'Orléans.

La prise de possession du terrain a eu lieu fin septembre 2010.

Nombre de places

770 places

Echéance de livraison

2013 (mise en service début 2014)

ETABLISSEMENT DE TROYES (10)

Nature de l'opération

Nouvelle construction

Etat des lieux des recherches foncières

La préfecture de l'Aube a proposé deux sites dans l'agglomération de Troyes : le site de Lavau, le plus conforme aux prescriptions du cahier des charges de l'administration pénitentiaire, et le site de Feuges, dont la desserte routière et par les transports en commun est insuffisante.

Le site de Lavau, d'une superficie de 36 hectares, se situe dans l'agglomération de Troyes, à une courte distance du TGI (10 mn), de l'hôpital et de la gendarmerie. Il bénéficie d'une bonne desserte par les autoroutes A26 et A5 et par la rocade de contournement de Troyes. En outre, le site est à proximité de la Compagnie Républicaine de Sécurité et du Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Aube.

Les études de faisabilité sont en cours par l'APIJ.

Nombres de places

346 places

Echéance de livraison

2017

ETABLISSEMENT DE DIJON (21)

Nature de l'opération

Nouvelle construction

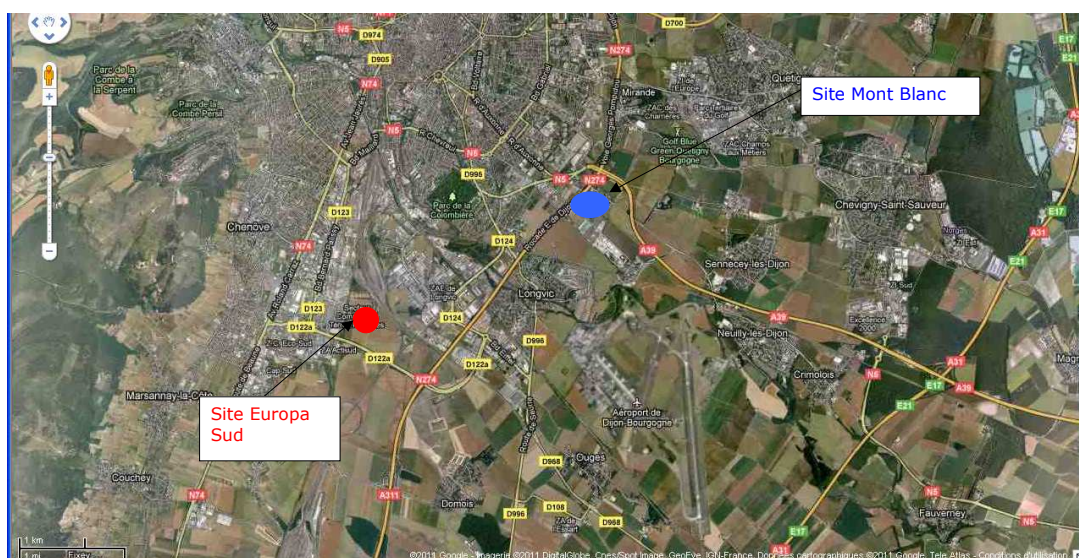
Etat des lieux des recherches foncières

A la suite de recherches foncières, la ville de Dijon a identifié deux sites à Dijon en périphérie de ville : Europa Sud à Chenôve et Mont Blanc à Dijon.

Le site d'Europa Sud est celui qui est privilégié à ce stade des études.

Il s'agit d'un terrain plat, bénéficiant d'un accès direct par 2x2 voies desservant l'Est de Dijon et proche du tribunal de grande instance et de l'hôpital.

Il est correctement desservi par les transports en commun.



Nombre de places

476 places

Echéance de livraison

2016

ETABLISSEMENT DE BEAUVAIS (60)

Nature de l'opération

Construction nouvelle

Etat des lieux des recherches foncières

Le site se répartit entre un propriétaire public (la commune de Beauvais) et plusieurs propriétaires privés, exploitants agricoles.

L'acte de vente avec la ville a été signé en juillet 2010. Le ministère de la Justice et des Libertés est donc d'ores et déjà propriétaire de 13,6 hectares. Un diagnostic de pollution pyrotechnique doit être réalisé sur 6 mètres de profondeur.

Plusieurs propriétaires de petites parcelles ont fait part à ce jour de leur accord de cession.

L'enquête publique se tiendra au printemps 2011 et une autorisation d'occupation temporaire sera demandée au préfet afin de conduire les diagnostics préalables nécessaires.

Nombre de places

594 places

Echéance de livraison

2015

ETABLISSEMENT DE LILLE/LOOS (59)

Nature de l'opération

Reconstruction sur le site existant de Loos Lès Lille

Etat des lieux des recherches foncières

L'hypothèse est la reconstruction sur le centre pénitentiaire de Loos Lès Lille. Les études de pré-faisabilité sont en cours et confirment la nécessité de procéder à une acquisition complémentaire.

La décision de conserver l'abbaye (site de l'ancien centre de détention) a été prise et annoncée. Une réflexion sur sa destination future est en cours en lien avec la préfecture et les élus locaux.

Une mise en compatibilité des documents d'urbanisme est à prévoir.

Nombre de places

762 places

Echéance de livraison

2016

ETABLISSEMENT DE ROUEN (76)

Nature de l'opération

Nouvelle construction

Etat des lieux des recherches foncières

5 sites proposés par la préfecture ont été visités par les services de l'administration pénitentiaire et l'APIJ.

4 sites, situés à proximité de l'agglomération de Rouen, font l'objet d'une étude plus approfondie par l'APIJ. Il s'agit des sites de Bois-Guillaume, Mesnil Esnard, Canteleu et La Vaupalière.

Calibrage

612 places

Echéance de livraison

2015.

Echéance sous réserve que les études de faisabilité en cours sont concluantes – dans le cas contraire, une nouvelle recherche de site sera à mener au 2nd semestre 2011.

ETABLISSEMENT DE BETHUNE (62)

Nature de l'opération

Construction nouvelle

Etat des lieux des recherches foncières

La commune de Saint-Venant (située près de l'agglomération de Béthune) a présenté sa candidature en vue de l'implantation d'un établissement pénitentiaire.

Ce site fait l'objet de pré-études de faisabilité par l'APIJ.

On note un tissu urbain important, avec voies de communication et présence de services (hôpital, etc.).

Nombre de places

672 places

Echéance de livraison

2016.

Echéance sous réserve que les études de faisabilité en cours soient concluantes – dans le cas contraire, une nouvelle recherche de site sera à mener au 2nd semestre 2011.

ETABLISSEMENT DE RIOM (63)

Nature de l'opération

Nouvelle construction

Etat des lieux des recherches foncières

Le site identifié est implanté au sein d'une ZAC de 50 hectares. Les acquisitions sont déjà menées sur quasiment toutes les parcelles. Il reste à acquérir une parcelle auprès de la ville (ancienne voie en cours de déclassement) et une expropriation sera nécessaire.

L'enquête publique est prévue en juin 2011.

La ville s'est engagée à modifier son plan local d'urbanisme (PLU) pour l'adapter au projet.

Nombre de places

554 places

Echéance de livraison

2015

ETABLISSEMENT DE VALENCE (26)

Nature de l'opération

Nouvelle construction

Etat des lieux des recherches foncières

Le ministère de la Justice et des Libertés est propriétaire de l'ensemble de l'emprise foncière et la ville de Valence a rendu son plan local d'urbanisme (PLU) compatible avec l'opération projetée en décembre 2009.

Cependant, une parcelle formant une enclave dans l'emprise foncière doit être acquise.

La modification de l'emprise par l'adjonction de cette parcelle rend nécessaire la mise en œuvre d'une procédure de déclaration de projet pour l'adaptation du PLU. Le dossier est en cours de rédaction. En outre, une mise à l'enquête publique est prévue en septembre 2011.

Nombre de places

456 places

Echéance de livraison

2015

ETABLISSEMENT DE BAUMETTES (2^{EME} ETABLISSEMENT) (13)

Nature de l'opération

Reconstruction sur site existant

Etat des lieux des recherches foncières

Il s'agit de mettre le plan d'occupation des sols/ plan local d'urbanisme de Marseille en conformité avec le plan de rénovation des Baumettes grâce à la procédure de déclaration de projet.

Nombre de places

640 places

Echéance de livraison

2019

ETABLISSEMENT DE PARIS LA SANTE (75)

Nature de l'opération

Réhabilitation et reconstruction sur site.

Nombre de places

Environ 900 places

Echéance de livraison

2018

ETABLISSEMENTS EN ILE-DE-FRANCE

Nature de l'opération

Constructions nouvelles

Etat des lieux des recherches foncières

Le préfet de région a été saisi en avril 2010 pour lancer des recherches foncières. 18 propositions de sites ont été transmises par la direction régionale de l'équipement en Ile-de-France (DREIF) à l'APIJ.

Les études se poursuivent sur 6 sites, situés au nord et au sud du département de la Seine et Marne. Il s'agit de Boissise Le Roi, Dammarie Les Lys, Bussy St Georges, Bailly Romainvilliers, Le Pin, Mitry-Mory.

Les élus locaux ont été informés des études menées actuellement sur ces sites.

Nombre de places

Région Parisienne 1 : 732 places

Région Parisienne 2 : 630 places

Région Parisienne 3 : 339 places

Echéances de livraison

Région Parisienne 1 : 2016

Région Parisienne 2 : 2016

Région Parisienne 3 : 2017

ETABLISSEMENT DE CAEN (14)

Nature de l'opération

Des expertises sont lancées pour savoir si une extension sur la réserve foncière du centre de détention est possible. Les premiers retours ne sont pas positifs.

Etat des lieux des recherches foncières

Des recherches foncières sont à lancer dans le périmètre de l'agglomération de Caen dès lors que l'expertise technique évoquée ci-dessus sera achevée.

Nombre de places

569 places

Echéance de livraison

2017

ETABLISSEMENT DE LA MANCHE (St Lo) (50)

Nature de l'opération

Nouvelle construction

Etat des lieux des recherches foncières

Le préfet de la Manche a adressé un dossier proposant 12 sites possibles d'implantation répartis sur 4 communes et répondant au cahier des charges de recherches foncières rédigé par l'administration pénitentiaire.

Les sites sont situés à proximité de Cherbourg, Coutances, Carentan et Saint-Lô. Le site de Cherbourg a été abandonné car ses caractéristiques le rendaient incompatible avec la loi littoral.

Les études menées par l'APIJ sont en cours de finalisation ont retenu le site de Saint-Lô.

Nombre de places

366 places

Echéance de livraison

2017

ETABLISSEMENT D'ANGERS (49)

Nature de l'opération

Nouvelle construction

Etat des lieux des recherches foncières

Des sites ont été proposés par les communes de Trélazé et Beaufort en Vallée.

Après études, il apparaît que les sites proposés ne peuvent pas, pour des considérations techniques, accueillir d'établissement.

Un courrier de relance de recherches foncières a été adressé au préfet du Maine et Loire fin 2010.

Nombre de places

504 places

Echéance de livraison

2017

ETABLISSEMENT DE VENDEE (85)

Nature de l'opération

Nouvelle construction

Etat des lieux des recherches foncières

Les communes de la Roche-sur-Yon et de Fontenay-le-Comte sont candidates pour accueillir un établissement en Vendée en substitution des fermetures des maisons d'arrêt de Fontenay-le-Comte et de la Roche-sur-Yon.

Le préfet a été chargé en concertation avec les élus locaux de proposer la meilleure implantation possible.

Nombre de places

336 places

Echéance de livraison

fin 2017

ETABLISSEMENT DE LUTTERBACH (67)

Nature de l'opération

Nouvelle construction

Etat des lieux des recherches foncières

Le choix du site a été annoncé par Jean-Marie Bockel le 19 avril 2010. Il est situé à Lutterbach (6 km du centre de Mulhouse) et est constitué de parcelles agricoles.

L'enquête publique s'est déroulée du 17 janvier au 18 février 2011.

L'arrêté de déclaration d'utilité publique (DUP) est prévu en juillet 2011.

L'ordonnance d'expropriation et le jugement fixant les indemnités sont prévus fin 2011, et la prise de possession mi-2012.

L'avis d'appel public à concurrence pour la réalisation de cet établissement en partenariat public-privé a été lancé par l'APIJ.

Nombre de places

732 places

Echéance de livraison

2015

ETABLISSEMENT DE OERMINGEN (67)

Nature de l'opération

Construction sur le site actuel ou sur un nouveau site en fonction du résultat des études techniques en cours.

Etat des lieux des recherches foncières

La réutilisation du site actuel de 20 hectares est en cours d'analyse par l'APIJ.

Nombre de places

336 places

Echéance prévisionnelle de livraison

2017

ETABLISSEMENT DE SAUZET (46)

Nature de l'opération

Nouvelle construction

Etat des lieux des recherches foncières

La commune de Sauzet a présenté une candidature en vue de l'implantation d'un établissement pénitentiaire. Le site se trouve à environ 17 kms à l'ouest de Cahors.

Une expertise est actuellement conduite par l'APIJ justice afin d'évaluer sa conformité au cahier des charges de recherches foncières rédigé par l'administration pénitentiaire.

Nombre de places

336 places

Echéance de livraison prévisionnelle

fin 2017

ETABLISSEMENT DE SAINT PIERRE (LA REUNION) (974)

Nature de l'opération

Nouvelle construction

Etat des lieux des recherches foncières

Le préfet de la Réunion va être saisi officiellement par le cabinet du Garde des Sceaux afin d'initier des recherches de foncier, en fonction d'un cahier des charges rédigé par l'administration pénitentiaire sur la base d'un établissement de 200 places.

La ville de Saint-Louis de la Réunion a présenté spontanément une candidature en vue de l'implantation d'un établissement pénitentiaire.

Calibrage

200 places

Echéance de livraison

2017/2018

Echéance de livraison sous réserve au regard des délais de ciblage d'un foncier.

ETABLISSEMENT DE PAPEARI (POLYNESIE) (987)

Nature de l'opération

Nouvelle construction

Etat des lieux des recherches foncières

Le terrain identifié, d'une superficie de 10,58 ha, était la propriété du ministère de la défense.
Un transfert d'usage du terrain vers le ministère de la Justice et des Libertés a été réalisé.

Nombre de places

410 places

Echéance de livraison

2016